

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 10 septembre 2020

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, Mme Grosbois, M. Constant, M. Sadi, Mme Abomangoli, M. Molossi, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, M. Taïbi, Mme Laroche, Mme Cerrigone, M. Grandin, Mme Coppi, Mme Valleton, Mme Maroun, M. Chevreau, M. Prudhomme, Mme Saïd-Anzum

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Bedreddine donnant pouvoir à Mme Derkaoui
Mme Capanema donnant pouvoir à Mme Abomangoli
Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi

ÉTAIENT ABSENTS :

Mme Valls, M. Bluteau, M. Hervé, M. Monany, Mme Lagarde



Délibération n° 03-09 du 10 septembre 2020

CONVENTION DE QUASI-RÉGIE POUR LES ÉTUDES SUR LA VALORISATION DE L'EAU EN MILIEU URBAIN DANS LE CADRE DU PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LES BASSINS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Vu les statuts 2019 de l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR),

Vu sa délibération n°06-02 du 28 mai 2020 donnant l'adhésion du département de la Seine-Saint-Denis à l'APUR,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE la convention de quasi-régie, dont projet ci-annexé, à conclure pour 100 000 euros hors taxes entre le département de la Seine-Saint-Denis et l'Atelier Parisien d'urbanisme portant sur la réalisation d'études pour le Plan d'investissement pour les bassins du département conduit par la direction de l'eau et de l'assainissement ;



- CHARGE M. le président du conseil départemental de signer ladite convention au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.